

Solidarité avec Mamadou Konaté !

Par Amelia Orellana

C'est en tant que personne impliquée dans le collectif de solidarité avec Mamadou Konaté qu'on m'a invitée à partager quelques mots sur la mobilisation autour de sa situation. Travailleur en Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), Mamadou a été détenu à Montréal par les services d'immigration canadiens le 16 septembre dernier et est aujourd'hui menacé de déportation.

Son cas symbolique reflète la situation de milliers de personnes à statut précaire vivant au Canada, parfois depuis plusieurs années. Après avoir vu ses demandes de statut refusées, Mamadou a dû travailler et vivre dans l'ombre, mettant à risque sa santé, en acceptant de faire de l'entretien ménager dans les CHSLD dès les débuts de la pandémie, en mars 2020. Il a été atteint de la COVID-19 en avril, et une fois guéri, il est retourné y travailler, jusqu'au 16 septembre. Ce jour-là, fatigué de vivre dans l'ombre et de subir les effets du stress engendré par un avis d'expulsion en son nom, il s'est présenté aux bureaux des services d'immigration avec son avocat afin de tenter de faire régulariser sa situation.

Cette visite lui aura coûté six semaines de détention au Centre de prévention de l'immigration (CPI) de Laval, dont deux en isolement total, et ce, en pleine crise sanitaire. Compte tenu de l'impossibilité pour le service d'immigration de procéder à la déportation de notre ami Mamadou dû aux difficultés de se déplacer à l'international, ce dernier a été libéré en échange d'une caution

élevée et de nombreuses conditions, dont celle de ne pas travailler et de se rapporter de manière hebdomadaire auprès des services d'immigration.

Une injustice après l'autre

Depuis son arrivée au Canada en 2016, Mamadou n'a eu droit qu'à la détention en guise de reconnaissance pour son travail et tous ses efforts, et ce, malgré un solide dossier de demande de résidence pour raisons humanitaires appuyé par des démarches répétées pour faire régulariser son statut.

Comme tant d'autres personnes sans statut, Mamadou a travaillé dans cet univers parallèle qu'est le travail non déclaré, contribuant à faire fonctionner notre économie et notre système public pendant que la pandémie faisait rage. Dans les CHSLD, Mamadou travaillait dans les zones dites « chaudes », sur ces étages où s'entassaient les personnes âgées atteintes de la COVID-19, livrées à elles-mêmes et au peu de personnel restant sur les étages. Il a fait partie de ce groupe de travailleuses et travailleurs sans statut qui ont non seulement assuré les conditions de propreté et d'hygiène des CHSLD pendant les moments les plus forts de la pandémie, mais qui ont également socialisé avec les personnes âgées y résidant et qui les ont diverties alors que personne ne pouvait aller les visiter. « Sur les étages « chauds », la majorité des personnes qui travaillent sont des personnes sans statut, des latinos, des Africains et des Haïtiens », racontait Mamadou. Dans le cadre de cet emploi, Mamadou, comme

plusieurs autres travailleurs et travailleuses migrant-e-s à statut précaire, a contracté la COVID sans avoir le droit à aucune prestation d'urgence, ni aucun soutien pour payer son loyer et ses factures, pendant les longues semaines de quarantaine, en attendant sa guérison.

« Ange gardien » aujourd'hui, « déportable » demain

Il est triste de constater qu'on se réjouit presque que sa situation précaire l'ait forcé à devoir travailler dans un CHSLD où il a constaté l'ampleur de l'effritement du système public de santé. Sans ce dernier poste de travail occupé jusqu'à sa détention, il n'aurait probablement pas attiré l'attention d'autant de personnes et de médias dans les derniers mois : son cas n'aurait été qu'une détention parmi tant d'autres détentions injustifiées de personnes migrantes sans statut. Le gouvernement a multiplié les déclarations sur les « anges gardiens », sur les travailleurs et travailleuses soi-disant « essentiels », et s'est dit « scandalisé » par le travail sous la table dans les CHSLD.

Pourtant, le gouvernement voulait que l'économie continue de fonctionner pendant que la plupart étaient confinés en télétravail ou recevaient la prestation gouvernementale d'urgence. Ce ne furent pas des « gens d'ici » qui acceptèrent de s'entasser à plusieurs dans des fourgonnettes ou des autobus pour se rendre à l'usine de transformation, aux champs ou dans les abattoirs, alors que les mesures sanitaires nous dictaient de

Amelia Orellana est traductrice-interprète et fait partie du collectif Solidarité pour Mamadou, un petit groupe d'ami-e-s et connaissances qui s'est spontanément formé suite à la détention de Mamadou Konaté par les services d'immigration.